

Brochure n° 3151

Convention collective nationale
IDCC : 1316. – TOURISME SOCIAL ET FAMILIAL

AVENANT N° 3 DU 6 JUIN 2017
À L'ACCORD DU 17 NOVEMBRE 2016 RELATIF À L'INSTAURATION
D'UN RÉGIME PROFESSIONNEL DE SANTÉ ET DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1750995M
IDCC : 1316

Entre
GSOTF
CAP France
CNEA

D'une part, et

CSFV CFTC
FS CFDT
SNEPAT FO
CFE-CGC santé social

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet d'étendre le prélèvement des 2 % du degré élevé de solidarité prévu à l'article 5 de l'accord du 17 novembre 2016 relatif à l'instauration d'un régime professionnel de santé et de prévoyance à l'ensemble des cotisations. Il a également pour objet de prévoir, à des fins de simplification, un taux alternatif de cotisation facultative de base pour le conjoint.

Article 1^{er}

Cotisations degré élevé de solidarité

Les dispositions de l'article 5 de l'accord du 17 novembre 2016 intitulé « Degré élevé de solidarité » : sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Conformément aux dispositions du décret n° 2010-1498 du 11 décembre 2014, 2 % hors taxe des cotisations frais de santé et prévoyance sont consacrés à des actions de prévention et d'accompagnement individuel et collectif lié à la santé des salariés de la branche.

Ces 2 % du degré élevé de solidarité sont assis sur le montant total :

- des cotisations du régime de base “salarié et conjoint”, des cotisations du régime optionnel “salarié et conjoint” (que les contrats soient instaurés à titre obligatoire ou à titre facultatif) ;
- des cotisations prévoyance prévues à l’article 3.4 du présent accord.

Les conditions et la nature de ces actions seront déterminées par la commission paritaire nationale de prévoyance et devront être mises en œuvre par toutes les entreprises relevant du champ d’application de la CCN, quel que soit leur organisme assureur. »

Article 2

Cotisations facultatives de base pour le conjoint

Les cotisations « supplément conjoint facultatif » de la base obligatoire définies à l’article 2.5.3 de l’accord intitulé « taux et répartition des cotisations » peuvent être exprimées :

- pour partie en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) et pour partie en pourcentage de la rémunération mensuelle brute tranches A et B ;

ou

- exclusivement en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale.

Les taux desdites cotisations sont donc modifiés comme suit :

	BASE OBLIGATOIRE	
	Cotisations en % du PMSS et en fonction des tranches de rémunération brute A et B soumises à cotisations	Ou cotisations en % du PMSS
Supplément conjoint facultatif régime général	0,30 % PMSS + 1,48 % TAB	1,22 % PMSS
Supplément conjoint facultatif régime Alsace-Moselle	0,30 % PMSS + 0,89 % TAB	0,73 % PMSS

Les autres dispositions sont inchangées.

Article 3

Date d’entrée en vigueur

Sous réserve de l’exercice du droit d’opposition dans les conditions définies par la loi, le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Article 4

Formalités et publicité

Cet avenant fera l’objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail et d’une demande d’extension.

Fait à Paris, le 6 juin 2017.

(Suivent les signatures.)